

Espace: vers un déclassement de la France?

Alors que se joue en 2025 l'avenir de l'industrie spatiale européenne, la filière hexagonale, faute de moyens, se retrouve dans une position fragilisée.

INDUSTRIE

MICHEL CABIROL

Pour l'État français, il est urgent d'attendre... même s'il existe une prise de conscience aiguë des enjeux fondamentaux qui pèsent actuellement sur l'avenir de la filière spatiale française. Paris sait aussi combien l'espace est d'une importance vitale pour sa souveraineté et celle de l'Europe mais aussi pour le quotidien des Français. Or, cette filière est en crise ouverte en France, pour des raisons endogènes et exogènes.

Beaucoup de dossiers, extrêmement structurants pour l'industrie spatiale française, se sont accumulés tous azimuts ces derniers mois sur les bureaux des trois ministres dont dépend l'espace: Éric Lombard, ministre de l'Économie et des Finances, Sébastien Lecornu, ministre des Armées et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La liste des défis est longue: consolidation des constructeurs de satellites en difficulté - Européen Airbus, le français Thales, l'italien Leonardo - et ses conséquences industrielles; changements profonds de la stratégie américaine dans le domaine de l'exploration spatiale et de la lutte contre le changement climatique, qui rebattent brutalement les cartes des coopérations internationales; concurrence accrue de l'Allemagne et de l'Italie en Europe; lancement incertain de la constellation européenne Iris* vitale pour toute la filière industrielle européenne, notamment française (opérateurs, satellitaires et services de lancement); situation financière désastreuse d'Eutelsat, indispensable à Iris*; montée en puissance des conflits dans l'espace...

Des enjeux de leadership

Ces dossiers aux enjeux existentiels pour certains seront en grande partie traités par quelques jalons politiques à l'image de la conférence ministérielle de l'Agence spatiale européenne (ESA) prévue en novembre prochain. Elle va déterminer le budget sur la période 2026-2028 (16,9 milliards d'euros sur la période 2023-2025). Ce rendez-vous très important, qui va déterminer les ambitions de l'Europe dans le domaine spatial, révélera crûment les dessins des pays. Car plus un État met de l'argent dans les programmes de l'ESA, plus elle bénéficiera de retours géographiques industriels qui profiteront à leur industrie nationale. Une règle intangible contre laquelle la France se bat vainement depuis plusieurs années.

Longtemps, la France a été la nation leader incontestée en Europe dans le spatial qu'il soit civil ou militaire. C'est d'ailleurs pour cela que Paris souhaite encore être aujourd'hui à la manœuvre dans tous ces dossiers. Malheureusement, la France est très fragilisée par la situation financière catastrophique de ses finances publiques. Par conséquent, elle manque de réelles marges de manœuvre budgétaires pour être à la hauteur de tous ces défis et de son histoire. Le discours que tiendra Emmanuel Macron en juin lorsque présentera la nouvelle feuille de route spatiale sera très certainement ambitieux. Mais avec quels moyens en plus? En septembre 2022, Elisabeth Borne, alors Première ministre, avait promis 9 milliards d'euros sur la période 2023-2025. Trop peu face aux enjeux du secteur.

Déjà bousculée par l'Allemagne, qui ne cache pas sa volonté de prendre le leadership dans le spatial européen depuis plus de dix ans, et par l'Italie, qui accélère sa montée en puissance, la France a les pieds et poings liés budgétairement, sauf à laisser glisser son endettement en vue d'investir dans une industrie du futur. Mais quelle sera sa capacité à réagir si l'Allemagne augmente massivement sa participation au budget de l'ESA? Lors des deux dernières conférences ministérielles, elle a légèrement mis plus d'argent sur la table



Eutelsat devrait être le maître d'œuvre de la future constellation de satellites Iris* destinée à rivaliser avec Starlink.

de l'ESA que la France. Mais cette fois-ci, selon nos informations, Berlin serait prêt à signer un chèque faramineux à l'Agence spatiale européenne, qui pourrait atteindre jusqu'à cinq milliards d'euros en novembre prochain (contre 3,5 milliards auparavant). Un montant incroyable jamais atteint par un pays. Du bluff? Possible, estime un observateur attentif. Mais, à Paris, cette menace est prise au sérieux, sans savoir comment y répondre pour le moment.

Un écosystème en grande difficulté

Pour l'heure, la France garde plus ou moins la main sur certains dossiers, notamment sur le pilotage de la filière spatiale française. Une industrie en très forte difficulté face à

rouleau compresseur d'Elon Musk qui a déstabilisé avec SpaceX et Starlink, sa double force de frappe, les opérateurs de satellites européens comme les constructeurs de satellites, Airbus et Thales notamment. Paris surveille le dossier Eutelsat, l'État étant récemment rappelé

l'importance stratégique d'avoir un opérateur français pour sa souveraineté face aux acteurs américains de plus en plus agressifs, voire intrusifs.

En outre, Eutelsat, en grande difficulté financière, s'est engagé à investir près de 2 milliards d'euros dans Iris*, une constellation cruciale pour les constructeurs de satellites en termes de charges industrielles mais aussi pour l'armée de l'air et de l'espace. Paris met toute son énergie pour que la Commission européenne lance ce projet, qui s'inscrirait dans les grandes réalisations spatiales réussies de l'Europe (après Galileo et Copernicus). Y compris en torpillant des projets européens comme Govsatcom, qui pourrait être une alternative à Starlink en Ukraine. « Il s'agit d'un investissement indispensable. La France a défendu ce projet, contre vents et marées, partout en Europe. Le conflit en Ukraine démontre que nous avions raison », a récemment appelé au Sénat le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Philippe Baptiste.

Les forces armées ont un important besoin de communications satellitaires sécurisées. Car lors de l'élaboration de la loi de programmation militaire 2024-2030 (LPM), le ministère des Armées a fait un pari pour réaliser des économies: supprimer la fabrication de Syracuse 4C, le troisième

satellite géostationnaire de télécommunications militaires, au profit d'achats de services aux opérateurs d'Iris*. Quand bien même la LPM doit accroître les budgets des armées

jusqu'en 2030 (400 milliards d'euros sur la période, soit 57 milliards par an environ pendant sept ans), le ministère reste très à l'étroit financièrement pour faire face à tous les défis de ce nouveau monde, y compris ceux sur les enjeux capacitaires dans le spatial. Pour protéger ses intérêts dans l'espace, la France a promis une enveloppe de six milliards d'euros dans la LPM, qui vise à accroître les capacités d'observation et de renseignement. C'est pourtant trop peu encore au regard des nouvelles menaces. Et surtout la LPM ne prévoit de lancer que trop peu de nouveaux programmes qui seraient pourtant nécessaires face aux nouvelles menaces.

Consolider

Pour relancer Airbus et Thales, les deux champions français à l'échelle européenne, dont les activités spatiales sont en pleine déconiture financière depuis deux ans

(près de 2 milliards de provisions en 2023 et 2024 pour Airbus), l'État les a poussés à se consolider. Les discussions avancent aujourd'hui à trois (Airbus, Thales et Leonardo) vers une solution à la MBDA (missilier détenu par Airbus, le britannique BAE Systems et Leonardo). Chaque entreprise détiendrait un tiers du capital de la future entité spatiale. Tout va se jouer en grande partie à Bruxelles, sur les exigences

demandées par les autorités de la concurrence pour accepter cette opération de consolidation. Airbus et Thales sont prêts à réaliser certaines cessions qui iront vraisemblablement renforcer le troisième acteur européen, le groupe allemand OHB. Mais ils ne sont pas prêts à tout. Loin de là. Et renoncer à cette opération aurait un impact considérable au sein de l'État, qui ne peut plus financièrement soutenir deux acteurs de ce calibre, et au sein des industriels, notamment chez Airbus. Poussé par son conseil d'administration, le géant européen pourrait alors vendre purement et simplement ses activités spatiales. ■

AIRBUS POURRAIT VENDRE PUREMENT ET SIMPLEMENT SES ACTIVITÉS SPATIALES

BERLIN SERAIT PRÊTE À SIGNER UN CHÈQUE FARAMINEUX À L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

Trump rebat les cartes de la coopération spatiale

FOCUS

La nouvelle politique de l'espace de l'administration Trump va contraindre la France à se mobiliser pour continuer les programmes en coopération que la NASA pourrait être contrainte d'arrêter. Le ministre chargé de l'Enseignement et de la Recherche, Philippe Baptiste, qui a la cotutelle du spatial, a été clair mi-mai au Sénat: « Avec nos partenaires américains, nous faisons face à une difficulté sans précédent. Le spatial est reconfiguré de manière extrêmement brutale, parfois sans concertation. » La Lune n'est plus une priorité tandis

que Mars redevient un objectif central pour les États-Unis. Des programmes tels que le Space Launch System (SLS), ce lanceur lourd destiné à se poser sur la Lune, auquel la France et l'Europe étaient associés sur plusieurs modules, pourraient être stoppés « unilatéralement ».

Au-delà de l'exploration, les États-Unis ont l'intention d'arrêter également plusieurs programmes d'observation de la Terre. « C'est dramatique. Pour la France, ces interruptions remettent en cause des partenariats scientifiques structurants », a regretté le ministre. Car de nombreuses données risquent de disparaître.

« Aujourd'hui, des chercheurs téléchargent frénétiquement des téraoctets de données hébergées sur des serveurs américains, craignant qu'elles ne soient supprimées, comme si, sans données, le réchauffement climatique allait disparaître », a-t-il précisé. Pour le ministre, il est encore difficile d'y voir clair. « Nous ne savons pas où nous allons, a-t-il souligné. Aujourd'hui, je suis totalement incapable de vous dire quels seront les programmes de demain dans la politique spatiale européenne. C'est un tel bouleversement avec ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis. » M.C.